



DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
Unité départementale de VESOUL

27 JUIN 2018

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

COURRIER ARRIVÉ

DREAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE  
Unité Départementale Haute-Saône,  
Centre et Sud Doubs  
Antenne de Vesoul

ARRÊTÉ DREAL/II/2018 N° 70.2018.06.25.01  
en date du 25 JUIN 2018

portant modification de classement des activités  
pratiquées sur le site de la société ACIERPLUS,  
implantée sur le territoire de la commune  
d'HERICOURT

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 181-46, L. 513-1 et R. 511-9 ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3191 en date du 9 décembre 2003 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2797 du 3 octobre 2007 ;
- les éléments justificatifs du reclassement des activités sous les nouvelles rubriques transmis par la société ACIERPLUS en date du 3 mai 2018 ;
- le rapport du 12 juin 2018 de l'inspection des installations classées ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur ;
- l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT

- que les éléments communiqués par la société ACIERPLUS peuvent être actés par arrêté préfectoral de mise à jour du classement ;
- que la mise à jour du classement des activités n'impose pas de nouvelles prescriptions ou ne porte pas d'abrogation de certaines prescriptions existantes ;
- que cet arrêté de mise à jour des activités n'a pas à être présenté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture ;

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE  
BP 429 – 70013 VESOUL CEDEX – tel. : 03 84 77 70 00 / Fax : 03 84 76 49 60  
Courriel : [prefecture@haute-saone.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-saone.gouv.fr)

Horaires d'ouverture au public et de l'accueil téléphonique disponibles sur le site : [www.haute-saone.gouv.fr](http://www.haute-saone.gouv.fr)

## ARRÊTE

### Titre 1 – Portée, conditions générales

#### ARTICLE 1.1 – Exploitant

La société ACIERPLUS, implantée 3 rue Jules Verne - ZA Nord sur la commune d'HERICOURT, est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 3191 en date du 9 décembre 2003.

#### ARTICLE 1.2 – Mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	Désignation	Volume d'activité	Régime
4719-1	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 1 t.	Stockage en bouteilles rangées en cadres mobiles  Quantité max. 2 tonnes	A
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages B. Autres installations que celles visées au A (Installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b). 1. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 1 000 kW.	Total : 2 500 kW	E
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	Total : 500 kW	D
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.	Un réservoir de 26 000 l, soit environ 32 tonnes	D
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Four électrique de 25 kW	DC

A : Autorisation – E : Enregistrement - DC : Déclaration Contrôlée – D : Déclaration

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 3191 du 9 décembre 2003 ;
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2797 du 3 octobre 2007 ;
- arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : *«Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage»* ;
- arrêté du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;
- arrêté du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561.

## **Titre 2 – Modalités d'exécution, voie de recours**

### **ARTICLE 2.1 – Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de BESANCON :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent acte lui a été notifié;
2. Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles, ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant modification de cette installation, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **ARTICLE 2.2 – Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la société ACIERPLUS située 3 rue Jules Verne - ZA Nord à HERICOURT.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'HERICOURT et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie d'HERICOURT pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Il sera également publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Saône.

### **ARTICLE 2.3 – Exécution**

La Secrétaire Générale de la préfecture, le Sous-Préfet de Lure, le maire d'HERICOURT, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- au maire d'HERICOURT ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Besançon ;
- au chef de l'unité départementale Haute-Saône, Centre et Sud Doubs de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Vesoul
- au directeur départemental des territoires ;
- à la déléguée territoriale de Haute-Saône de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à VESOUL, le **25 JUIN 2018**

Pour le Préfet  
et par délégation,  
La Secrétaire Générale



Sandrine ANSTETT-ROGRON